

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7
Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Télé. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590
cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

**RAPPORT DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL
PRÉSENTÉ AU
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
Ottawa, Ontario
Les 13 et 14 décembre 2017**

Consœurs, confrères et amis,

À son 28^e congrès national, tenu à Toronto du 2 au 6 octobre 2017, le SCFP s'est à nouveau engagé à concrétiser les priorités du syndicat au cours des deux années à venir. Plus particulièrement, les délégués ont adopté le document d'orientation stratégique du SCFP, qui invite les membres à résister aux attaques lancées contre le droit à la libre négociation collective, aux concessions et aux clauses de disparité de traitement, et à lutter pour obtenir des gains aux tables de négociation, dans nos milieux de travail et dans la société.

Comme je l'ai annoncé au congrès, toutes les ressources de campagne disponibles serviront à soutenir ces luttes, y compris dans le secteur des services essentiels où les sections locales n'ont pas le droit de grève.

Versement des indemnités de grève dès le premier jour

Les délégués ont décidé d'accroître les ressources destinées aux sections locales qui doivent mener de difficiles combats aux tables de négociations en votant en faveur de l'élimination de la période d'attente pour les indemnités de grève et de leur versement dès le premier jour d'une grève ou d'un lock-out.

Nous avons permis que ce changement entre en vigueur immédiatement après le vote au congrès, même si les statuts stipulent que seul le Conseil exécutif national peut modifier les Règlements de la Caisse nationale de grève. À cette réunion, le Conseil étudiera les effets des modifications proposées aux Règlements.

Pour assurer la viabilité à long terme de notre Caisse nationale de grève, nous surveillerons de près les effets de ces changements et de ceux apportés en 2016 aux versements de capitation tant à la Caisse de grève qu'à la Caisse de défense.

MARK HANCOCK
National President/Président national

CHARLES FLEURY
National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorier national

DENIS BOLDUC, FRED HAHN, JUDY HENLEY, DANIEL LÉGÈRE, MARLE ROBERTS
General Vice-Presidents/Vice-présidences générales



Dotation en personnel

Comme je le soulignais dans mon rapport adopté au congrès, nos problèmes de dotation en personnel ne sont pas uniquement explicables par la baisse de revenu marqué suite à la récession de 2009. Depuis mon élection, en 2011, plus de 230 membres du personnel ont pris leur retraite. Aujourd'hui, 49 % des membres de notre personnel comptent moins de cinq années d'expérience au syndicat. Le SCFP a beaucoup de chance que la très grande majorité de ses conseillères et conseillers syndicaux soient d'anciens leaders de sections locales et cumulent des décennies d'expérience au SCFP. Mais leur rôle de conseillères et conseillers exige des compétences additionnelles. Nous continuerons à soutenir tous les nouveaux membres du personnel en leur offrant des ressources accrues en formation et en mentorat.

Le moment est venu d'entreprendre un examen approfondi des problèmes de dotation en personnel et de ce que nous pouvons faire pour mieux appuyer nos conseillères et conseillers. Les sections locales du SCFP changent. Par exemple, dans beaucoup de régions, de petites sections locales fusionnent et forment de grandes sections locales provinciales, ce qui donne lieu à un plus grand nombre de tables de négociation centrales et provinciales. À mesure que le SCFP grandit, les nouveaux membres ont besoin de plus d'appui. Il nous faut plus de coordination, plus de soutien pour les luttes juridiques et politiques et plus de planification stratégique.

Pour relever ces défis importants, le Conseil a créé un groupe de travail qui examinera nos besoins en dotation de personnel et l'allocation de nos ressources. Ce groupe sera formé de membres du Conseil et de la direction, qui consulteront différentes sections locales et organismes à charte de toutes tailles dans diverses régions géographiques. Le groupe de travail présentera ses conclusions à la réunion du Conseil de juin 2018 et rédigera un rapport qui sera prêt pour les discussions budgétaires de l'automne prochain.

J'ai aussi été très fier d'annoncer un changement immédiat qui apportera une plus grande stabilité à notre personnel. Comme nous n'avons plus à faire un paiement additionnel spécial au Régime de retraite des employés en 2018 pour nos problèmes de solvabilité, et avec les solides résultats financiers des six premiers mois de 2017, le Conseil a décidé, à sa réunion de septembre, de rendre permanents les 11 postes temporaires financés par la Caisse générale. Tous les postes ont été affichés et sont en train d'être comblés.

Budget 2018

La préparation budgétaire va bon train depuis la fin du congrès. Après des consultations approfondies avec les membres du Conseil et de la direction dans chaque région du pays, ainsi qu'avec les directrices et directeurs généraux de chaque direction, le budget de 2018 a été élaboré. Il est soumis pour adoption à la présente réunion du CEN.

Tout au long du processus budgétaire, le personnel de la Direction des finances et de l'administration et de la Direction des services nationaux a travaillé avec diligence à élaborer des projections de revenus exactes et des estimations extrêmement détaillées des dépenses nécessaires pour l'année à venir. Ainsi, les propositions budgétaires pour les dépenses tant nouvelles que continues sont équilibrées et prudentes.

Nous prévoyons une croissance des revenus de 4,7 % pour 2018. Pour la première fois depuis la crise financière et économique de 2008-2009 et la période d'austérité qui a suivi, nous semblons retrouver une croissance plus forte de nos revenus pour les prochaines années. Ce changement est dû surtout à une économie solide et à la croissance de l'effectif et des revenus dans nos plus grandes provinces, soit l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique.

La croissance de nos revenus a chuté, passant de 6 % en 2008 à à peine plus de 2 % en 2015 et 2016. Nos projections pour 2018 montrent que, malgré des variations régionales, la croissance générale des revenus devrait continuer à s'améliorer tout au long de la prochaine année. Nous nous attendons à ce que la croissance de notre effectif de 1,6 % soit légèrement plus élevée que ce que nous avons vu au cours des dernières années.

À cette réunion du Conseil, je recommanderai un budget qui, selon moi, répondra à beaucoup des défis que doit relever le SCFP tout en continuant à assurer sa stabilité pour les années à venir.

30^e Congrès mondial de l'Internationale des services publics

J'ai eu l'honneur de représenter le SCFP comme membre de notre délégation au 30^e Congrès mondial de l'Internationale des services publics à Genève, en novembre. Le SCFP maintient sa participation à cette fédération mondiale des syndicats, qui représente plus de 20 millions de travailleuses et travailleurs des services publics dans le monde, membres de 650 syndicats répartis dans 148 pays et territoires.

Le congrès mondial de l'ISP est l'occasion pour les leaders et les militants de ces syndicats de se réunir pour partager des stratégies et bâtir l'unité dans notre lutte collective pour promouvoir et défendre des services publics de qualité et les droits syndicaux partout dans le monde. Les délégués ont passé la semaine à discuter et à débattre d'un programme d'action qui établit les objectifs des cinq prochaines années, un programme qui porte sur « la défense d'un état démocratique fort et d'une société inclusive qui s'engage envers l'égalité des sexes, le respect et la dignité pour tous, le développement économique au bénéfice de tous, la redistribution de la richesse et la consolidation du pouvoir des travailleurs ».

Je suis intervenu dans le débat sur la « Juste Transition » pour promouvoir des « services dont la propriété est entièrement publique afin que les travailleurs, leurs familles et leurs communautés fassent partie des décisions énergétiques prises pour les générations futures, dont une transition juste et équitable pour les travailleurs déplacés ». L'ISP a terminé la semaine par un engagement à mettre fin à la violence contre les femmes.

Saskatchewan

En octobre, dans la semaine qui a suivi notre congrès national, j'ai eu la très grande chance d'assister à l'historique assemblée de fondation de la nouvelle section locale provinciales des travailleuses et travailleurs de la santé de la Saskatchewan. La section locale 5430 du SCFP est le résultat de la fusion des cinq anciennes sections locales de la santé de la province. Grâce à cette fusion, les travailleuses et travailleurs de la santé seront plus coordonnés, plus unifiés et plus forts. Je me suis de nouveau engagé à offrir des ressources importantes pour chaque campagne entreprise et pour les autres défis qui attendent la section locale.

J'ai aussi pris la parole à la conférence du Comité de direction des travailleuses et travailleurs de l'éducation de la Saskatchewan. Les membres du SCFP de ce secteur doivent composer avec les résultats des gels salariaux, des reculs et des mises à pied imposés par le Parti de la Saskatchewan. Les travailleuses et travailleurs du secteur public ont aussi dû accepter des journées de congé non payées, pendant que le gouvernement éliminait également le contrôle local des districts des conseils scolaires. Je leur ai promis l'appui des membres du SCFP de tout le pays et les ressources de campagne du SCFP national.

Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario

Avec des centaines de militantes et militants du secteur de la santé du SCFP de l'Ontario, j'ai participé à la manifestation tenue à Ottawa pour appuyer la demande du CSHO en faveur d'un meilleur financement pour les hôpitaux. Le rassemblement avait lieu devant l'hôpital Montfort, un symbole de la résistance des Franco-Ontariens aux politiques injustes du gouvernement provincial. Nous avons aussi appuyé l'opposition du CSHO aux tentatives de l'Association des hôpitaux de l'Ontario pour sabrer les salaires et avantages sociaux dans l'actuelle ronde de négociations. Le SCFP national offre des ressources importantes pour soutenir les négociations, notamment pour la puissante campagne antiviolence menée par le CSHO partout dans la province.

CPAS et CPSS – Québec

En octobre, j'ai eu le plaisir de participer à deux réunions sectorielles provinciales au Québec. J'ai assisté au congrès du Conseil provincial des affaires sociales où j'ai eu le privilège de rencontrer de nouveaux membres qui venaient tout juste de rejoindre nos rangs après les votes d'allégeance. Les délégués étaient optimistes et confiants de pouvoir relever les défis à venir.

J'ai aussi assisté à l'assemblée du Conseil provincial du soutien scolaire. Les participantes et participants ont pu discuter des classes de maternelle pour les petits de 4 ans et de l'impact de celles-ci sur leur travail quotidien.

C'est toujours un plaisir d'être invité à rencontrer ces membres de ma province et de discuter avec eux.

ÉTATS FINANCIERS POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2017

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 30 septembre 2017 se situait à 272,2 millions de dollars, comparativement à 266,4 millions de dollars au 30 juin 2017 et à 235,1 millions de dollars au 31 décembre 2016. Les postes significatifs sont détaillés ci-dessous.

Le solde bancaire au 30 septembre 2017 était de 30,4 millions de dollars comparativement à 27,2 millions de dollars au 30 juin 2017 et à 23,0 millions de dollars au 31 décembre 2016. Le solde bancaire inclut diverses réserves de liquidités internes destinées aux indemnités de retraite, à la capitalisation des avantages sociaux futurs, au passif du CCCSO, à la gestion des propriétés, au congrès de 2017 et au Fonds pour les édifices régionaux.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 203,7 millions de dollars au 30 septembre 2017, en hausse par rapport à 200,4 millions de dollars au 30 juin 2017.

Grâce à la bonne gouvernance du SCFP qui s'est doté d'une feuille de route pour les avantages sociaux futurs en 2005, nous continuons de progresser vers l'atteinte de notre but, qui est d'inscrire tout le passif de capitalisation des avantages sociaux futurs au bilan. Avec l'inflation, l'augmentation des coûts des soins de santé, les hausses de salaires, etc., on s'attend habituellement à ce que le passif réel augmente chaque année.

Le passif réel se situait à 186,0 millions de dollars au 31 décembre 2016, comparativement à 184,4 millions de dollars à la fin de 2015. Le bilan du 31 décembre 2016 montre un passif de 107,3 millions de dollars, ce qui laisse un écart non inscrit de 78,7 millions de dollars comparativement à un écart de 87,5 millions de dollars à la fin de 2015. Pendant les neuf premiers mois de l'exercice, nous avons inscrit 10,3 millions de dollars de plus au passif, ce qui porte le total du passif inscrit à 117,6 millions de dollars.

Le solde de la Caisse au 30 septembre 2017 se situait à 68,5 millions de dollars, dont 1 million de dollars sont réservés à la Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales. Le Fonds pour les édifices régionaux a été pleinement réduit étant donné le montant des liquidités investies dans le nouveau projet du BRCB. Du solde, nous avons investi 60,5 millions de dollars en immobilisations, ce qui nous laisse un solde sans restriction de 7 millions de dollars. Presque tout l'argent de la Caisse générale est donc affecté, soit en étant alloué à un but restreint, soit en étant gelé dans les immobilisations.

Le surplus d'exploitation préliminaire (avant la provision du Fonds pour les édifices régionaux et les gains non matérialisés sur les placements) pour le trimestre est de 3,0 millions de dollars, pour un déficit prévu de 3,2 millions de dollars. Le revenu de capitation est supérieur au budget de 3 millions de dollars et le revenu total est supérieur au budget de 4,4 million de dollars. Les dépenses sont inférieures au budget de 1 827 307 \$.

1. Les dépenses consacrées à l'orientation stratégique, au Fonds de riposte et au projet « Ensemble pour un monde plus juste » ont été inférieures au budget de 2,0 millions de dollars.
2. Les coûts fixes du personnel sont restés inférieurs au budget, à hauteur de 645 000 \$. Ce poste budgétaire est sous-utilisé depuis quelques années. Il a été minutieusement révisé et réduit de 500 000 \$ pour le budget de 2017. Il sera analysé plus en détail au moment de la préparation du budget de 2018.
3. Les frais de bureau ont été inférieurs au budget de 388 000 \$. Nous surveillons de près ce poste pour vérifier si la tendance se maintient, car nous croyons qu'elle est le résultat d'une plus grande sensibilisation en ce qui a trait à l'impression et des photocopies. Ce poste sera aussi analysé plus en détail pendant la préparation du budget de 2018.
4. Les dépenses des comités nationaux sont présentement supérieures au budget de 187 000 \$ étant donné le moment où les réunions ont eu lieu jusqu'à maintenant.

Caisse nationale de défense

L'actif total s'élevait à 14,2 millions de dollars au 30 septembre 2017, comparativement à 13,5 millions de dollars au 30 juin 2017 et à 16,3 millions de dollars au 31 décembre 2016. Le solde au 30 septembre 2017 était de 2,8 millions de dollars, comparativement à 2,0 millions de dollars au 30 juin 2017. Nous avons des placements de 9,7 millions de dollars aux livres au 30 septembre 2017, le même total qu'à la période précédente.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 408 000 \$, comparativement à 584 000 \$ au 30 juin 2017. Nous avons aussi un passif de 5,7 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, en hausse par rapport à 5,5 millions de dollars à la fin du trimestre précédent. Enfin, il y a un compte créditeur de 426 000 \$ à la Caisse générale à la fin de juin.

Les campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national pour 2017 jusqu'à présent ont totalisé 3 200 835 \$ du budget annuel de 3,3 millions de dollars. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement se sont établies à 3 185 036 \$, tandis que les initiatives nationales en matière de stratégie ont totalisé 1 564 745 \$. Le total des dépenses consacrées aux initiatives régionales s'est établi à 409 254 \$.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 30 septembre 2017 s'élevait à 95,3 millions de dollars, comparativement à 94,7 millions de dollars au 30 juin 2017 et à 95,0 millions de dollars au 31 décembre 2016. Cet actif était formé de 2,8 millions de dollars en liquidités, de 1,5 million de dollars en capitation à recevoir et de 91,0 millions de dollars en placements.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer, ainsi qu'un compte créditeur à la Caisse générale totalisant 23 000 \$, en baisse par rapport à 187 000 \$ au 30 juin 2017.

Au 30 septembre 2017, le solde de la Caisse était à 95,3 millions de dollars, en hausse par rapport à 94,5 millions de dollars au 30 juin 2017 et à 94,7 millions de dollars au 31 décembre 2016.

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placement, étaient de 9,2 millions de dollars au 30 septembre 2017 et les dépenses pour le trimestre se sont élevées à 9,2 millions de dollars également, ce qui donne lieu à un gain net pour le cumul de l'exercice de 332 \$, avant les gains non-matérialisées de 610 413 \$.

GRÈVES, LOCK-OUT ET RÈGLEMENTS

Section locale 4545 – Ville de Laval (cols bleus), débrayage tournant de 35 membres depuis le 28 octobre 2017. Entente de principe conclue le dimanche 26 novembre.

RETARDS DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATION

Pour le trimestre terminé en septembre 2017, le total des capitations en retard s'élevaient à 6 779 223 \$, soit une diminution de 1 268 967 \$ ou 15,77 % par rapport au trimestre précédent terminé en juin 2017. Le total des retards a diminué de 3,20 % par rapport à septembre 2016.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

Le plan de la gestion de l'information-technologie de l'information (GITI) avance sous la supervision du comité de direction de la GITI. Au cours des prochains mois, les efforts du Service de la TI porteront surtout sur le développement final et l'essai du nouveau système de demandes de remboursement, le lancement des nouvelles versions du système de gestion de la relation membre (SGRM), la consolidation du système de gestion électronique des documents (SGED) dans l'ensemble du SCFP et d'autres améliorations à l'infrastructure de la TI du SCFP pour le personnel, dont l'emménagement dans le bureau régional de la Colombie-Britannique.

Au début de décembre, la version suivante du SGRM (V3B) comprendra des éléments additionnels dans le module d'éducation, dont des ateliers et des cours offerts dans les régions, l'inscription en ligne, le suivi centralisé de la participation, la préparation et l'envoi des certificats et un meilleur outil de présentation de rapports.

Cette version comprendra aussi des améliorations au module ISL du SGRM qui permettront de voir la charte des sections locales et les certificats des unités de négociation

Le projet Infonuagique du SCFP (ancien système de gestion électronique des documents ou SGED)

La première phase du projet Infonuagique du SCFP est presque terminée et, avec l'aide de 35 chefs de l'information (CI) de tout le pays, les efforts de nettoyage des dossiers avancent, notamment grâce au travail des directions et des régions.

Infrastructure de la TI :

Opérations

Après la mise en œuvre de Skype pour entreprises au SCFP national, au bureau régional de l'Ontario (BRO) et au bureau régional de la Colombie-Britannique (BRCB), la TI du SCFP a poursuivi l'installation des pleines capacités téléphoniques de Skype pour entreprises pour les utilisateurs des autres bureaux régionaux. L'essai de la solution logiciel pour le personnel de la réception se poursuit et la migration des salles de réunion et des numéros sans frais pour le SCFP national, le BRO et le BRCB a commencé et devrait être achevée à la fin de 2017. Nous voulons que tous les bureaux, sauf ceux de la Saskatchewan, soient entièrement convertis à Skype pour entreprises au début de 2018. Les économies obtenues grâce à cette mesure sont significatives, car nous n'aurons plus à investir dans des systèmes téléphoniques coûteux et la collaboration et les réunions en ligne augmenteront.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Nous avons presque terminé l'aménagement intérieur du nouveau Bureau régional de la Colombie-Britannique (BRCB). Notre équipe de projet travaille avec diligence à créer un environnement de travail moderne, souple et respectueux qui favorisera l'échange d'idées et la collaboration. Nous emménagerons dans les nouveaux locaux au début de la nouvelle année.

Nous en sommes présentement à différentes étapes du développement de plusieurs nouveaux projets d'améliorations locatives et de rénovations à Barrie, Kenora, Bathurst, Winnipeg et Abbotsford.

Nous avons entrepris des réparations et des modifications des systèmes de bâtiment de plusieurs propriétés. Dans notre proposition budgétaire de 2018, nous avons inclus des dépenses d'immobilisations pour plusieurs de nos édifices. Si le budget est approuvé, ce sera la première année de notre programme de dépenses en immobilisations de 15 ans destiné à maintenir la valeur de notre portefeuille immobilier, à en prolonger la durée de vie et à veiller à ce qu'il continue à répondre à nos besoins opérationnels.

CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS

Le 28^e congrès biennal du SCFP, qui a eu lieu au Palais des congrès du Toronto métropolitain du 2 au 6 octobre 2017, a été une immense réussite, avec 2 159 délégués et 193 suppléants inscrits.

Le SCFP continue de planifier des sessions de formation, des réunions de services et une réunion du Conseil exécutif national avant la fin de l'année. En plus des activités qui auront encore lieu en 2017, nous organisons pour 2018 des rencontres comme les réunions de services, les réunions du Conseil exécutif national, la rencontre de tous les comités et notre troisième conférence du Conseil des secteurs, qui se tiendra à Ottawa l'automne prochain.

L'année a été bien remplie pour le bureau du congrès du SCFP et il n'y aura pas de ralentissement en 2018. Le SCFP continue à rassembler les membres de ses comités et leurs personnes-ressources de tout le pays pour leur permettre de discuter d'enjeux clés qui touchent leur vie et celle de tous les membres du SCFP.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Renforcement des capacités

En Colombie-Britannique, au début de 2018, la DDS formera des membres choisis pour réapprovisionner et renforcer son équipe de membres-formateurs. Nos critères incluent une présence géographique dans les régions, la diversité, le bilinguisme, l'expérience au sein du SCFP et les compétences voulues pour animer efficacement des ateliers participatifs basés sur l'expérience de nos membres.

Les membres-formateurs sont une composante essentielle du programme d'éducation du SCFP. Avec les conseillers à l'éducation, les agents principaux de la DDS et d'autres membres du personnel du SCFP, ils forment une excellente équipe d'éducateurs. Le maintien et le développement de cette grande équipe forte et efficace est une priorité à long terme qui permet au SCFP de servir ses membres, de renforcer les sections locales, de promouvoir la diversité et de former davantage de leaders militants.

En novembre, nous avons offert une autre session de formation avancée à des membres du personnel et à des membres-animateurs choisis. Avec l'aide de l'Association canadienne pour la santé mentale (ACSM), nous avons formé des formateurs de haut niveau pour offrir des ateliers sur la santé mentale de manière responsable et professionnelle dans un domaine où les enjeux peuvent être très délicats. La collaboration continue avec l'ACSM dans l'élaboration et la prestation d'ateliers sur la santé mentale en milieu de travail a permis d'appuyer notre projet éducatif.

Nous appliquons une grille de classe et d'égalité aux ateliers. Tout le catalogue est accessible en français et en anglais et les ateliers de base dont les sections locales ont absolument besoin pour fonctionner efficacement et respecter leurs responsabilités en vertu de la loi sont maintenant offerts :

- Programme d'éducation sur les négociations
- Obligation d'accommodement
- Agents financiers
- Série de cours sur la santé et la sécurité
- Droits de la personne
- Formation des exécutifs des sections locales
- Série de cours pour les délégués syndicaux

En plus des ateliers de base, le catalogue propose de nombreux autres cours qui aident les membres et sections locales du SCFP actifs sur bien des fronts. Nous offrons aussi des programmes en réponse à des situations spécifiques à certaines sections locales et aidons à organiser des conférences au besoin.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Le Conseil de fiducie mixte (CFM) a tenu sa dernière réunion de l'année en décembre. La rencontre a porté sur l'examen des résultats du rendement et sur les stratégies pour la prochaine année avec les cinq gestionnaires de placement du régime.

Après le dépôt de l'évaluation actuarielle du 1^{er} janvier 2017 auprès des autorités réglementaires, le taux de cotisation de l'employeur a légèrement augmenté, passant de 14,31 % à 14,35 % pour les années 2017 et 2018. Au moment du dépôt, l'administrateur du régime, le Conseil de fiducie mixte, a choisi de profiter des mesures d'allègement de la capitalisation prévues dans la loi ontarienne. Les paiements additionnels de 12 838 800 \$ par année pour financer le nouveau déficit de solvabilité sont donc reportés à 2019, en attendant la réforme de la capitalisation des régimes de retraite de l'Ontario.

Depuis le début de 2017, le ratio de solvabilité de la valeur marchande du régime a légèrement diminué, passant de 91,3 % à un ratio estimé de 90,6 % au 1^{er} novembre 2017. Le rendement des placements du régime était estimé à 4,14 %, au 30 septembre 2017.

Le régime a organisé trois séminaires de préparation à la retraite pour les participants admissibles et leurs conjointes et conjoints en 2017, à Ottawa, Toronto et Vancouver.

Le personnel de l'administration du régime de retraite prépare présentement la fin d'exercice de 2017.

Retraites

La consœur Linda A. Carey, bureau de Kenora – 1^{er} novembre 2017

La consœur Betty Morin, bureau de Medicine Hat – 1^{er} janvier 2018

Le confrère Serge Morin, bureau de Québec – 1^{er} février 2018

Le confrère William A. Robb, Direction du développement syndical – 1^{er} février 2018

Le confrère Ronald Cloutier, bureau régional du Québec – 1^{er} février 2018

La consœur Yvonne Fast, bureau régional de l'Alberta – 1^{er} février 2018

Le confrère Paul O'Donnell, Service de la recherche, de l'évaluation des emplois et de la santé-sécurité – 1^{er} mai, 2018

La consœur Elizabeth Sutherland, bureau de New Glasgow – 1^{er} juin 2018

CONCLUSION

Le SCFP a prévu les ressources nécessaires pour relever les nombreux défis qui nous attendent partout au pays. Tout en accroissant notre capacité à nous soutenir les uns les autres dans les secteurs et les régions, nous reconnaissons que nous devons continuer à bâtir des alliances dans la société et dans le monde syndical. Notre budget de 2018 tient compte de ces engagements et priorités.

À l'approche de la saison des Fêtes, nous pouvons être très fiers de nos réalisations collectives de cette année. Nous souhaitons à tous les membres du SCFP des vacances reposantes et joyeuses avec les amis et la famille. Au plaisir de vous revoir en 2018 !

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,


CHARLES FLEURY

:mar/sec